

chinoiseries administratives et la bureaucratie. Pourquoi les gens laborieux et intègres sacrifieraient-ils leur propre sécurité afin que ceux à qui le travail répugne puissent bénéficier d'avantages égaux? Ce n'est ni juste ni démocratique.

Je désire plaider la cause de ceux qui vivent présentement d'un revenu autre qu'un salaire, puisque, leur revenu étant fixe, ce sont eux qui ont le plus à souffrir de la hausse du coût de la vie. Je prie le Gouvernement de songer aux milliers de personnes de cette classe qui s'efforcent de vivre dignement en dépit de la hausse considérable des prix et qui avaient espéré jouir d'un repos bien mérité après toute une vie de labeur et de frugalité. Que le Gouvernement songe aux veuves qui cherchent à élever leurs enfants dans la crainte de Dieu et à leur donner un niveau de vie convenable, aux vieillards, à tous ceux qui, n'ayant pas les moyens de se faire entendre, sont foulés aux pieds par un gouvernement qui semble ne se soucier que de ceux qui le menacent. Pour oublier de la sorte ceux qui ne s'agitent pas, serait-ce que nous avons mis de côté la démocratie en faveur d'un régime d'opportunisme, où la force prime le droit et la seule façon de se protéger est de faire entendre des vociférations?

Il faut protéger la population contre la hausse des prix. Un moyen s'offre à nous: relever le montant de l'exemption pour les célibataires et les personnes mariées, et reviser la surtaxe sur les rentes. C'est le moins que le Gouvernement puisse faire.

Il est indispensable que le Canada maintienne le niveau d'existence de sa population et empêche la déchéance d'une classe particulière. Les revenus non gagnés ont leur importance et il est juste qu'on réclame ces exemptions pour les gens qui touchent de tels revenus.

A l'heure actuelle, nous décourageons l'épargne de sorte qu'il devient presque impossible d'économiser en vue de la retraite. Nous décourageons l'épargne et c'est peut-être, au fond, pour cette raison que le Gouvernement ne pratique pas lui-même l'économie. Assûrément le budget ne laisse guère prévoir d'économies. Il suffit de regarder autour de nous pour constater que la prodigalité du Gouvernement ne connaît pas de bornes.

L'épargne est un gage de prospérité. Le Gouvernement en a prêché la nécessité pendant toute la durée de la guerre. Il est temps maintenant qu'il pratique l'économie. La

meilleure façon d'utiliser notre revenu national est de recourir à l'efficacité et à l'économie, en supprimant le gaspillage. On pourrait ainsi donner l'exemple au pays. Cependant, les dépenses extravagantes du gouvernement actuel ne font qu'empirer la situation; il donne le mauvais exemple en gaspillant l'argent. Si les cours des denrées doivent être maintenus à un bas niveau, que le Gouvernement indique la voie en maintenant les frais de l'administration à un niveau raisonnable. Il est temps d'avoir recours à des mesures énergiques pour pratiquer des économies dans les services de l'Etat. Le chevauchement des fonctions, la multiplication des commissions, l'augmentation excessive des personnels et les autres prodigalités de nos gouvernants retombent sur les épaules de l'industrie primaire et du simple citoyen, des industries secondaires et de transformation, des services publics, des entreprises commerciales, des citoyens canadiens; en fait, de tous, sauf le Gouvernement qui dépense.

L'exposé budgétaire qui nous a été présenté devrait indiquer des économies administratives; prévoir l'assistance à l'agriculture et aux industries primaires et assurer à tous une juste part du revenu national; encourager l'ambition et l'espoir des entreprises commerciales et industrielles; soulager les particuliers du fardeau de l'impôt. Voilà ce qu'il devrait comporter. Il ne le fait pas et, à mon sens, tant qu'il ne préconisera pas ce programme, le Gouvernement faillira misérablement à son devoir envers la population de notre pays.

(Texte)

M. WILFRID GARIÉPY (Trois-Rivières): Monsieur l'Orateur, je me lève pour prendre part au débat sur le budget étant donné la nature des délibérations en cours et la liberté que je peux avoir de soumettre mes opinions sur les différents projets qui sont présentement devant la Chambre.

Parlant pour la première fois durant ce Parlement, je juge sage de m'exprimer dans ma langue maternelle. Je crois qu'il est encore à propos d'offrir des félicitations à vous-même, monsieur l'Orateur, et à votre assistant, l'honorable député de Brantford (M. Macdonald), pour votre élection aux postes respectifs que vous occupez tous deux et pour la manière admirable avec laquelle vous remplissez vos fonctions.

M. TREMBLAY: Très bien!